

Questions orales

M. Clark: Pour en revenir au budget, qui comporte, au dire même de ses collègues, de sérieuses lacunes, il a déjà fait l'objet de plusieurs changements. Le ministre pourrait-il nous dire s'il compte nous en annoncer d'autres?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai déjà indiqué ici même à plusieurs reprises que je tiendrai compte des opinions exprimées par tous les groupes intéressés . . .

M. Broadbent: Demandez donc l'avis du solliciteur général.

M. MacEachen: Il va de soi que lorsque la Chambre débata les projets de loi, nous les étudierons en détail, et si des améliorations ou des changements s'imposent, je promets aux députés que je saurai les écouter attentivement et que je serai disposé à apporter les changements voulus. Pour l'instant, je n'envisage pas d'apporter de nouveaux changements au budget, mais si de tels changements s'avéraient nécessaires d'ici là, je les apporterai, bien entendu.

Le chef de l'opposition sait que le 18 décembre, à la suite d'un certain nombre de pressions, j'ai apporté d'importants changements, et je n'ai aucune raison de m'excuser d'avoir agi de la sorte, car c'est le rôle du ministre des Finances d'apporter des changements après la présentation du budget . . .

M. Nielsen: En général, le ministre démissionne ensuite.

M. MacEachen: . . . et je n'ai pas l'intention de revenir sur cette pratique.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

ON DEMANDE UN PROGRAMME POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Le ministre sait très bien que plus d'un quart de millions d'emplois dans le secteur de la fabrication ont été supprimés depuis six mois seulement. Le ministre doit savoir également, madame le Président, que cette situation a eu des répercussions dévastatrices sur les travailleurs et leur famille d'un bout à l'autre du Canada. Le ministre a maintenant reçu des instances du Congrès du travail du Canada, de la Chambre de commerce du Canada, de l'Association des manufacturiers canadiens et de centaines d'autres associations locales et régionales protestant contre les politiques gouvernementales, notamment en ce qui a trait à leur incidence sur l'économie. Ils veulent tous connaître la réponse à la question suivante: quand le gouvernement mettra-t-il en œuvre un programme pour stimuler la création d'emplois dans le secteur de la fabrication au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je constate avec un

certain intérêt que l'opposition s'intéresse depuis peu aux chômeurs. Elle s'est dérobée à ses obligations pendant trois semaines . . .

● (1430)

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: . . . et elle a complètement oublié les chômeurs. Le nouvel intérêt qu'elle manifeste aujourd'hui ne m'impressionne guère.

Des voix: Bien dit!

* * *

LES FINANCES

L'INCIDENCE DU BUDGET SUR LES PRESTATIONS DE SANTÉ DES EMPLOYÉS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, le ministre développera peut-être de nouveaux intérêts dans un autre domaine.

Une voix: Crombie comme chef!

M. Crombie: Le ministre n'est pas sans savoir que le projet du gouvernement de taxer les prestations de santé et d'hygiène dentaire de tous les travailleurs du Canada touchera durement les chômeurs et les travailleurs. Il y a déjà quelque temps, le ministre a dit à la Chambre qu'il examinait les instances de la Canadian Life Association, du Congrès du travail du Canada et d'autres organismes. A deux reprises, j'ai demandé au ministre quand il annoncerait des changements à ce projet.

Une voix: La question!

M. Crombie: C'est une chose sérieuse, madame le Président. C'est une question urgente et importante, car les prestations de santé et d'hygiène dentaire de plus d'un million de familles canadiennes sont en cause. Comme nous tous, elles veulent savoir quand le gouvernement finira par se décider à faire ces annonces, à apporter ces changements et à protéger ces prestations. Essayez de vous en sortir en riant!

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Oui, madame le Président, le député me dit que ce sont des questions urgentes et importantes.

M. Crombie: C'est la troisième fois que nous vous le demandons.

M. MacEachen: Le député les jugeait-il urgentes et importantes pendant les deux semaines—trois semaines, en fait—où il a refusé de se présenter à la Chambre.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Pourquoi n'agissez-vous pas aujourd'hui?

M. Baker (Nepean-Carleton): Il n'a pas de réponse à cette question!